
INTRODUCTION

Les circuits courts alimentaires *Regards croisés entre l'Amérique latine et l'Europe occidentale*

Denis REQUIER-DESJARDINS • Sciences Po, Toulouse
Laurence ROUDART • Université libre de Bruxelles, Bruxelles

Depuis plus de deux décennies, les initiatives alimentaires qui se veulent alternatives par rapport aux filières basées sur l'agriculture fortement consommatrice d'intrants d'origine industrielle, sur la transformation par l'industrie des produits et sur leur commercialisation par le biais de la grande distribution se sont multipliées. Ainsi, les circuits courts sont censés assurer aux producteurs agricoles, en particulier aux exploitants familiaux, des revenus plus élevés en renforçant leur part dans la répartition de la valeur ajoutée. Ils sont aussi susceptibles de transformer les relations entre producteurs et consommateurs du fait de leur proximité : les consommateurs seraient alors conduits à connaître les conditions de la production et à reconnaître la qualité des produits. En effet, les tenants des circuits courts revendiquent souvent des techniques de production débouchant sur une qualité nutritionnelle et gustative plus grande des produits, ainsi que sur des pratiques plus favorables à l'environnement. Ils mettent aussi en avant l'enracinement territorial des circuits courts et leur contribution à un développement plus durable des territoires ruraux, à la fois du point de vue économique, social et environnemental.

Les circuits courts sont classiquement définis par la présence d'un intermédiaire au plus entre le producteur et le consommateur. Mais, cette définition générale, d'ailleurs mise en débat par plusieurs contributions à ce numéro, est souvent implicitement ou explicitement rapprochée d'un critère de relocalisation qui renvoie à la proximité géographique de la production et de la consommation. Elle recouvre par ailleurs une grande variété de formes organisationnelles : groupes d'achats solidaires ou associations de maintien de l'agriculture paysanne, « paniers fermiers », marchés de vente directe des producteurs aux consommateurs, etc. Cette variété est liée à la diversité des produits concernés, des parties prenantes, de leurs engagements, des lieux et de leurs caractéristiques socio-économiques, des pays et de leurs lois et règlements. Le développement des circuits courts suscite de nombreuses interrogations théoriques et empiriques, que l'on peut résumer par les points suivants.

En premier lieu, l'observation des faits réels montre que seuls certains produits, horticoles ou d'élevage notamment, sont très présents dans les circuits courts. Il s'agit en général de produits qui peuvent être transformés dans les exploitations agricoles elles-mêmes. Cette limite pose la question de l'ampleur de l'impact de ces circuits sur l'ensemble du système agroalimentaire.

Introduction

D'autre part, les circuits courts apparaissent comme une forme d'alternative au système alimentaire dominant, parmi d'autres. La question se pose donc des relations, de concurrence ou de complémentarité, qu'ils entretiennent avec les autres initiatives, par exemple les diverses formes de labellisations fondées sur des pratiques environnementales, ou des conditions sociales de production, ou l'origine territoriale, ou encore la valeur patrimoniale des produits. On peut penser qu'il y a concurrence quand c'est le même type de consommateur qui est visé mais, même dans cette situation, des complémentarités sont possibles.

En ce qui concerne la contribution de ces circuits au développement durable, on peut s'interroger sur leur bilan énergétique : certes, la minimisation des distances de transport est un facteur de durabilité mais elle n'est pas inhérente à tous les circuits courts ; de plus, la faiblesse des volumes traités et l'organisation décentralisée de l'approvisionnement des consommateurs peuvent être sources d'inefficacité logistique. De même, la durabilité sociale, censée être assurée par un niveau de rémunération plus élevé des producteurs, peut être remise en cause en partie par la charge de travail supplémentaire que constitue la nécessité d'assurer la vente directe aux consommateurs.

La dimension locale de ces circuits, quand elle existe, peut en faire un facteur de développement des territoires ruraux. De fait, il y a un recouvrement partiel dans la littérature entre l'analyse des circuits courts et celle du développement des territoires ruraux, comme l'illustrent les études en termes de systèmes agroalimentaires localisés ou de « paniers de biens qualifiés territorialement ». Cependant, la présence d'un seul intermédiaire n'est pas contradictoire avec l'éloignement géographique des producteurs et des consommateurs, ceux-ci étant d'ailleurs souvent des urbains. Certains contextes territoriaux favorisent l'émergence de circuits courts locaux, d'autres au contraire les défavorisent. Ces circuits ont des formes de gouvernance très variées en fonction de l'engagement des différentes parties prenantes, et notamment des consommateurs. Du reste, la participation à ces circuits peut être une source de différenciation entre les exploitations au sein d'un même territoire, ce qui peut avoir des conséquences sur le développement territorial.

Enfin, les consommateurs concernés par les circuits courts sont souvent des urbains de classe moyenne voire moyenne supérieure. De manière analogue, les producteurs qui s'investissent dans ce type d'initiative peuvent présenter des caractéristiques spécifiques, telles que par exemple leur âge, voire dans certains cas leur statut de « néo-ruraux ». Ces éléments peuvent constituer une limite à l'extension de ces dynamiques.

Les contributions de ce numéro traitent de ces différents aspects en s'appuyant à la fois sur des expériences européennes et latino-américaines. En effet, on peut observer en France et en Belgique un développement important de diverses formes de circuits courts alimentaires. L'Amérique latine quant à elle se distingue parmi les zones considérées comme en développement par le poids important d'un secteur agroalimentaire industrialisé, exportateur mais pas uniquement, par un taux d'urbanisation élevé et par un poids de la grande distribution alimentaire quasi équivalent à celui constaté dans les pays développés. En réaction à ce contexte s'y développent également des systèmes agroalimentaires alternatifs ayant pour objectif la valorisation des productions de l'agriculture familiale : ils prennent la forme de systèmes agroalimentaires localisés, de labellisations environnementales ou fondées sur l'origine géographique, mais aussi de différents types de circuits courts. Les questions soulevées ci-dessus se posent donc autant à propos des expériences européennes que latino-américaines, comme en témoignent les différentes contributions de ce numéro.

Tout d'abord, la contribution de Clémence Nasr aborde la question des circuits courts dans une perspective de théorie politique, en les rapprochant de l'expérience des coopératives

ouvrières de consommation au XIX^e siècle. Ces deux phénomènes ont en commun de relever de pratiques locales sous-tendues par une ambition de transformer la société dans son ensemble. Par-delà les différences de contexte, ils traduisent en effet une volonté de changement par le bas de la part des acteurs de la société civile. Certes, les tenants des coopératives de consommation voyaient dans le contournement des circuits dominants avant tout un moyen de diminuer le prix des produits pour les consommateurs, et la dimension de la relocalisation alimentaire était apparemment absente, la référence au local pouvant même être perçue comme rétrograde par certains de leurs inspireurs issus du courant solidariste, notamment Charles Gide. Mais, leur lien avec le local est cependant manifeste par les références à la vie sociale et communautaire, à la volonté de combattre les « falsifications alimentaires » par le recours à des produits naturels, à la nécessité de constituer une « cité commune » pour les producteurs et les consommateurs. Cette reconsidération de la place du local dans l'expérience des coopératives de consommation permet de souligner la dimension politique de la relocalisation alimentaire associée aujourd'hui aux circuits courts.

1. Expériences européennes

La place des circuits courts dans la relation entre alimentation et territoire est au centre de la contribution de Marie Houdart et Salma Loudiyi. Cette contribution porte exclusivement sur des territoires ruraux, alors même que les auteures reconnaissent l'importance dans la littérature disponible des relations entre milieu rural et milieu urbain, et de la dimension urbaine de ces relations. La caractérisation des deux territoires d'Auvergne étudiés engage d'ailleurs leur relation avec les zones urbaines. Le développement territorial renvoie à l'ancrage des acteurs dans le territoire, à l'existence d'un système relationnel entre ces acteurs et à la présence de l'action collective. L'alimentation peut être un moyen d'activer des ressources territoriales par l'action collective. La vente de produits agricoles en circuit court s'articule, dans l'un des cas, sur une démarche de valorisation touristique d'une technique agricole traditionnelle : la réalisation de terrasses pour la production fruitière. Dans l'autre cas, le projet alimentaire territorial naît d'une initiative d'éducation à l'environnement articulée à une valorisation touristique d'un site naturel. Dans les deux cas, le projet alimentaire a permis d'intégrer les différents enjeux territoriaux. Les formes de l'intégration divergent toutefois, l'une étant née d'une préoccupation au sujet de l'environnement et du cadre de vie, l'autre étant issue d'une démarche de valorisation du patrimoine. L'alimentation joue donc un rôle clé dans le processus de valorisation des ressources locales et la construction de l'action collective.

Kevin Maréchal, Lou Plateau et Laurence Holzemer posent quant à eux la question plus générale de la durabilité des circuits courts, en se situant par rapport au débat présent dans la littérature, mais aussi en revendiquant une approche plus inclusive de cette durabilité qui ne se limite pas au seul coût énergétique ni même aux seuls aspects environnementaux, mais qui intègre également la durabilité sociale. Leur analyse prend en compte une proximité « multifacettes » entre les acteurs, qui va au-delà de la simple définition en termes de nombre d'intermédiaires. Cette analyse est appliquée au cas de quatre filières en circuit court de la Belgique francophone : maraîchage, lait-fromage, meunerie-boulangerie et écoconstruction. Le but est de faire émerger les préoccupations ayant du sens pour les acteurs (comme la qualité, les compétences, le bénévolat) et qui ont une influence, plus ou moins directe, sur la durabilité. Sont mis en évidence la logistique à travers la perception des distances, les dynamiques de structuration des filières et l'importance des pratiques de métiers, et enfin l'accompagnement de projets en lien avec les trajectoires d'acquisition de compétences et leur mobilisation. La densité des

Introduction

relations et des interactions entre acteurs apparaît comme le garant de la durabilité des circuits courts, même si cette approche remet en cause la définition traditionnelle en termes de nombre d'intermédiaires.

2. Situations latino-américaines

La contribution de Nathalie Cialdella, Edfranklin Silva, Livia Navegantes-Alves et Janaina Diniz, basée sur un ensemble d'études qualitatives, porte sur la commercialisation d'un produit de cueillette amazonien, l'açaí. À côté de sa consommation traditionnelle en Amazonie, de nouvelles formes de consommation par la classe moyenne brésilienne et étrangère se sont développées, portées par les qualités nutritionnelles de ce produit. Nous constatons l'existence de plusieurs filières de commercialisation en fonction de différents paramètres : zones d'approvisionnement, proches ou éloignées de la ville de Belém ; modes de transformation, artisanal ou industriel ; définition de la qualité du produit, sanitaire ou gustative. Une certaine porosité existe entre ces différentes filières et les relations de proximité entre les acteurs ne se limitent pas aux circuits courts. En l'occurrence, ces circuits apparaissent fortement déterminés par la transformation sur place du fruit, et correspondent à un marché de niche visant principalement les touristes et la classe moyenne locale.

La contribution de Monique Medeiros, Ademir Antonio Cazella, Andréia Tecchio et Geneviève Cortes illustre bien le recouvrement partiel de la problématique des circuits courts et de celle du développement territorial puisque les circuits courts sont ici un vecteur de renforcement d'une dynamique de développement à l'échelle d'un territoire. Elle analyse la construction sociale des marchés agroalimentaires localisés sur la côte nord de l'État du Rio Grande do Sul au Brésil. Cette construction est appuyée par un ensemble de politiques publiques qui ont certes un caractère alternatif par rapport à la logique des marchés de « *commodities* », mais qui reposent aussi sur des relations de pouvoir qui les rendent partiellement inclusives seulement. En effet, la construction de ces marchés s'est d'abord appuyée sur des programmes publics d'approvisionnement des cantines scolaires et des personnes vulnérables, avant de déboucher sur une certification biologique et la création de marchés de producteurs sur le territoire et dans la capitale de l'État. Elle s'inscrit dans un processus de construction sociale du territoire, soutenu aussi par une politique publique qui cherche à articuler action collective et reconnaissance d'une identité territoriale. Toutefois, certains groupes ont été maintenus en dehors de cette dynamique de qualification des produits, notamment les communautés afro-brésiliennes « *quilombolas* », ce qui pose la question du caractère inclusif de ces initiatives.

La contribution de Veronica Bonomelli et Laurence Roudart traite d'un marché de vente directe en Équateur, qui est situé dans un quartier de classe moyenne de la capitale, Quito, et qui accueille des producteurs de quatre villages relativement proches. Elle s'interroge sur les impacts de ce marché sur les agriculteurs familiaux en mobilisant le cadre d'analyse des moyens d'existence durables (*Sustainable Livelihoods Framework*). Les marchés de vente directe sont non seulement susceptibles de garantir une rémunération plus élevée et plus stable à ces agriculteurs familiaux, mais aussi de renforcer la relation entre producteurs et consommateurs, réenchantant ainsi les échanges économiques alimentaires dans des relations sociales porteuses de valeurs. Les auteures montrent que la participation à la foire paysanne augmente différents capitaux : le capital humain, par l'échange d'expérience et l'accès à des formations ; le capital social, par le développement des relations entre producteurs, entre producteurs et consommateurs, et encore entre producteurs et organisations de la société civile qui gèrent la foire ; et le

capital financier par l'augmentation du revenu agricole. Il en découle un effet bénéfique sur le capital naturel, en favorisant la diversification des cultures et l'accroissement de la fertilité. Par ailleurs, certains producteurs sont en mesure de recentrer leur portefeuille d'activités sur l'agriculture dans leur propre exploitation. Les auteures concluent cependant en s'interrogeant sur les inégalités entre producteurs qui peuvent être engendrées par la sélection de certains pour la participation à cette foire, tandis que les autres en sont exclus.

L'ensemble de ces contributions éclaire ainsi les débats actuels, rappelés au début de cette introduction, sur le développement des circuits courts alimentaires, ainsi que la diversité de ces circuits. ■